

Communiqué de l'UJFP (union juive française pour la paix) Benjamin Nétanyahou, Avigdor Lieberman et Naftali Bennett représenteront le 11 janvier l'Etat d'Israël à la grande manifestation européenne de riposte aux fusillades contre Charlie Hebdo et contre le magasin casher à Paris. Ces trois personnages sont des criminels de guerre qui relèvent de la Cour Pénale Internationale pour les meurtres de masse commis à Gaza et ailleurs.

Ce sont trois sinistres artisans de la volonté d'Israël d'écraser le peuple palestinien : Nétanyahou, le dirigeant des massacres à Gaza, Lieberman et Bennett, deux ministres colons, l'un prévoit l'expulsion de tous les Palestiniens, y compris ceux qui vivent en Israël et l'autre se vante d'avoir tué des Palestiniens.

Ce qui est tout aussi grave, c'est la signification que leur présence confirme, concernant la nature de cette manifestation.

C'est pourquoi nous exhortons les diverses associations amies du peuple palestinien qui comptent se rendre à cette manifestation à reconsidérer leur décision.

La manifestation devait être soi-disant « d'unité nationale » contre le terrorisme et pour la liberté d'expression.

Elle sera en réalité une représentation des « valeurs du monde civilisé occidental » contre les « menaces terroristes du monde arabo-musulman », une manifestation bien dans la tonalité du « choc des civilisations » qui d'après nos gouvernants, même quand ils se défendent de diffuser ce point de vue, régit le monde actuel.

En fin de compte tous ceux qui souhaitaient manifester demain leur solidarité avec les victimes de ces terribles attentats et pensaient sincèrement montrer une société française unie contre le crime, se sont fait confisquer leur manifestation par les organisateurs autoproclamés d'une grande messe de « l'Axe du Bien » : le gouvernement, ses amis et tous ses concurrents de droite – hormis le Front National, dont l'idéologie n'a nul besoin d'invitation pour prospérer. Les grands alliés internationaux seront présents : ces mêmes représentants d'État dont les politiques contre les peuples ont permis l'apparition du terrorisme djihadiste, les courants islamophobes, les amis de l'État d'Israël et bien sûr les représentants de cet État.

Quant aux populations dangereuses, postcoloniales, jeunes, éventuellement porteuses de signes ostentatoires musulmans, elles subiront le dispositif de contrôle renforcé dans la période qui s'ouvre. Nous ne pouvons oublier qu'à tous ceux-là les manifestations de solidarité et la liberté d'expression ont été interdites, l'été dernier, pendant l'opération « Bordure de protection » menée contre Gaza par les trois invités israéliens de demain.

Les représentants d'Israël ont commencé à faire de grands appels à la population juive française, soi-disant victime d'un déferlement antisémite sans précédent, pour qu'elle émigre en Israël, pays « de grande liberté ». Une fois de plus, les dirigeants israéliens mettent sciemment en danger les Juifs français par la peur et l'incitation au départ.

**Le Bureau National de l'UJFP le 11 janvier 2015**